

Geneviève BAUDRY

présentée par l'Union Démocratique Bretonne (UDB)

Remplaçant éventuel :

Laurent MOTROT

militant de la culture bretonne

Candidats

SOLIDARITE ECOLOGIE

BRETAGNE

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

◆ L'Europe des années 2000 se met en place sous nos yeux.

A l'est, l'effondrement des régimes communistes laisse apparaître la misère, et d'immenses désastres écologiques. Parfois, la peur ou le refus de l'Autre va jusqu'aux horreurs de la guerre. En Bosnie, aujourd'hui, on torture, on massacre, on parque les femmes pour les violer sans répit pendant des mois. Ceux qui pourraient empêcher cela se contentent de discours et d'actes symboliques.

A l'ouest, les Etats perdent chaque jour un peu de leur pouvoir. Les frontières s'effacent. Les personnes et les marchandises circulent de plus en plus librement. Ce pourrait être bien, si le pouvoir européen était démocratique, si la recherche du profit ne laissait pas des millions de familles sur le bord du chemin, si le Tiers-Monde, à nos portes, ne s'enfonçait pas chaque jour davantage dans le désespoir.

 Dans ce paysage en pleine transformation, seules les régions fortes vont compter.

Leur position géographique, leur renom international, leur histoire, l'attachement de leur population, leur cohésion, sont des atouts décisifs.

Sur tous ces plans, la Bretagne est remarquablement placée. Un exemple : réunis, ses cinq départements forment le coeur maritime de l'Arc Atlantique, qui les intéresse tous directement. Pour compter demain en Europe, la Loire-Atlantique doit retrouver sa place en Bretagne, perdue avec le décret Pétain du 30 juin 1941, curieusement respecté depuis par les gouvernements de la Quatrième et de la Cinquième Républiques. Comme s'il ne fallait pas de région forte en face de Paris ?

Comme si l'emploi ne dépendait pas, pour une grande part, du dynamisme des régions ?

Pour la Presqu'île Guérandaise, la Brière, le Pays de Redon, ce rattachement au reste de la Bretagne est une urgente nécessité.

Directement ou indirectement, il fera reculer le chômage en facilitant :

- . l'amélioration des échanges par voie routière et ferroviaire en direction de Vannes et de Rennes,
- une politique favorable au maintien d'une population rurale jeune et nombreuse, autour d'une agriculture plus économe en moyens chimiques, plus solidaire, plus respectueuse des éco-systèmes (pensons à la qualité de l'eau, de plus en plus menacée, et à celle des produits que nous consommons),
 - une défense plus efficace des pêcheurs au niveau européen,
 - . la transformation et le conditionnement sur place des produits de la terre et de la mer,
 - . un tourisme respectueux des paysages.
 - La centralisation française nous empêche d'atteindre ces objectifs.

en nous privant des moyens d'agir et de nous faire entendre : la Bretagne a aujourd'hui cinquante fois moins de pouvoirs que la plupart des régions d'Europe. Ce n'est pas par hasard qu'elle a aussi deux fois plus de chômeurs. Un service public breton de l'emploi accompagnera le plan de développement esquissé ci-dessus.

- en imposant des "solutions" comme le tout-nucléaire, qui menace toujours la Basse-Loire (le projet de centrale du Carnet est loin d'être abandonné), ou le T.G.V. en étoile autour de Paris.
- . en s'attaquant à la richesse culturelle de la Bretagne, qui est aussi l'un de ses atouts. La langue bretonne doit bénéficier d'un statut officiel, promis depuis cinquante ans et jamais voté. Il doit permettre en particulier l'apprentissage du breton par tous ceux qui le souhaitent, et la mise en place d'une signalisation bilingue (par exemple : Guérande / Gwennrann). La France doit donc ratifier la Convention européenne sur les langues régionales ou minoritaires. Directement ou indirectement, ce sont là aussi des centaines d'emplois qui sont en jeu dans toute la Bretagne.

Contre la centralisation qui nous paralyse, contre le chômage, contre l'exclusion sociale, la pollution de l'eau et des paysages, contre les "affaires" à répétition,

CHOISISSONS LA SOLIDARITÉ, L'ÉCOLOGIE, LA BRETAGNE

Le 21 mars, votez pour

Geneviève BAUDRY

et pour son remplaçant éventuel :

Laurent MOTROT

Soutenus par les mouvements regroupés dans le Collectif "S.E.G.A."